

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Catherine Kaminsky
Simon Kruk

**La Syrie : politiques
et stratégies de 1966
à nos jours**

ISSN 0255-0770

REVUE DE SYRIANISME

LA SYRIE :
POLITIQUES ET STRATÉGIES

de 1968 à nos jours

LA SYRIE :
POLITIQUES ET STRATÉGIES

3° A
85557
(46)

451

THE STATE OF
MISSISSIPPI

POLITIQUE D'AUJOURD'HUI

32

/ LA SYRIE : 31.32
POLITIQUES ET STRATÉGIES / 3

de 1966 à nos jours

CATHERINE KAMINSKY / 1
SIMON KRUK / 2



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

DI - 12.02-1987 - 04663

ISBN 2 13 039950 9

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1987, janvier

© Presses Universitaires de France, 1987
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



Sommaire

Introduction, 7

- 1 - Développement et pouvoir du Baas, 9
- 2 - Les fondements idéologiques et les changements structurels du Parti Baas, 27
 - Les premiers développements doctrinaires, 27
 - L'évolution idéologique du Parti Baas, 37
- 3 - Les antagonismes entre Salah Jedid et Hafez El Assad, leurs stratégies politiques opposées, 45
 - La composition modifiée de l'élite politique, 53
- 4 - Les relations entre le Baas et le Parti communiste syrien : divergences idéologiques, concordances stratégiques ponctuelles, 57
- 5 - Le premier mandat présidentiel d'Hafez El Assad : la correction de trajectoire ou « Al -Haraka Al- Tashihyya », 69
- 6 - La stabilité du régime d'Hafez El Assad : mise à l'épreuve, 1978-1985, 99
 - Les nouveaux rapports au sein de l'appareil étatique, 100
 - Intégrisme musulman et diverses oppositions gouvernementales, 134

7 - L'enjeu syrien sur la scène régionale et internationale, 169

- Tentatives de rupture de l'isolement diplomatique, 169
- Séquelles de juin 1967, 170
- Accords Damas-Le Caire, 172
- Diplomatie proche-orientale, 174
- Condamnation de l'initiative égyptienne, 183
- La Syrie, le Liban, les Palestiniens, les implications interarabes et internationales, 187

Conclusion, 209

Bibliographie, 213



Introduction

Les changements intervenus en Syrie depuis plus de quinze ans sont considérables. D'un pays relativement isolé, il est passé aux premières loges de l'actualité Proche-Orientale et par extension mondiale, devient un facteur essentiel dans toute solution du conflit israélo-arabe. Depuis 1966, la Syrie participe directement ou indirectement aux différentes crises que traverse le Proche-Orient, la guerre de 1967, les affrontements jordano-palestiniens en 1970, la guerre d'Octobre 1973, la désintégration du Liban à partir de 1976 et l'entrée des troupes israéliennes à Beyrouth en 1982. L'intérêt de braquer les projecteurs sur Damas peut s'expliquer par la remarquable stabilité politique de la Syrie en particulier depuis l'arrivée au pouvoir en 1970 du général Hafez el Assad issu de la minorité alaouite. Le nouvel homme fort de la Syrie agit en priorité à l'intérieur pour éliminer tout élément propre à entraver l'objectif final qui est la récupération des hauteurs du Golan, l'accomplissement du rêve de la « Grande Syrie » et la neutralisation de l'opposition des Frères Musulmans. Les difficultés internes ne sont pas absentes en Syrie : affirmation de la légitimité présidentielle face à la majorité sunnite, mise en place d'un cadre politique qui permette une modernisation du pays en actionnant le levier des réformes économiques et en préservant la bourgeoisie traditionnelle opposée aux modifications soudaines et brutales. Le second levier est celui du rôle joué par le Parti Baas syrien qui détient une partie non négligeable

du pouvoir et dont dépend le président lui-même. Les objectifs prioritaires du Parti socialiste de la résurgence arabe s'articulent autour du renforcement de l'idéologie nationaliste arabe et de la nécessité de doter le pays des capacités institutionnelles qui lui laissent le champ libre pour assurer sur le plan interne la réussite d'une politique portant l'empreinte d'une laïcisation des institutions, sans méconnaître le rôle de l'Islam mais en évitant qu'il ne devienne l'instrument privilégié d'une opposition extra-parlementaire, ou la légitimation d'une violence religieuse à l'exemple de l'activisme des Frères Musulmans. L'un des problèmes auxquels doivent faire face les tenants du pouvoir est celui de la composition hétérogène de la société syrienne où les antagonismes classiques constituent un facteur de fragilisation, voire, dans certaines circonstances, de déstabilisation du régime mis en place depuis quinze ans. Le Parti Baas veille à conserver et à actualiser le message idéologique et le président Assad semble parfois faire preuve de pragmatisme politique, s'opposant aux orientations du Parti. Il existe une interaction permanente entre le président Hafez el Assad et le Parti, ce dernier démontre parfois une grande flexibilité pour entériner les décisions présidentielles, en particulier dans le domaine de la politique étrangère. Le réalisme du président Assad semble l'atout essentiel de la diplomatie syrienne. Cette dernière s'exprime dans des contours assez imprécis parfois, ce qui ne permet pas toujours d'affirmer de manière univoque son identification avec la puissance américaine ou l'allié soviétique, et ce malgré un alignement assez constant sur les positions du Kremlin.

Développement et pouvoir du Baas

Le caractère hétérogène de la société syrienne constitue l'un des facteurs déterminants avec lequel toute autorité politique est contrainte de composer. La nécessité pour les baassistes de prendre en considération ce kaléidoscope sociologique s'est vérifié au cours des gouvernements successifs qu'ils ont dirigés en 1963, 1966 et 1970. Les modifications économiques et politiques du paysage syrien se sont toujours effectuées par rapport au découpage compliqué de la région et des ethnies en plus du facteur social. Certains dirigeants, comme Salah Jedit à partir de 1966, ont désiré imposer à l'Etat des critères idéologiques, le baassisme, teinté de concepts marxistes mais sans toutefois parvenir à se détacher de cette mosaïque qui se reflète également dans l'évolution de l'élite politique. Hafez el Assad, quant à lui, a tenté de surmonter cette division en offrant une représentation composite de l'élite politique mais malgré quelques ouvertures, il perpétue le schéma classique de ses prédécesseurs qui privilégient une représentation communautaire sur les autres.

L'ascension du Parti Baas en Syrie n'est pas seulement liée aux développements idéologiques et politiques du parti en rapport avec les autres mouvements dans un contexte historique précis, mais elle se nourrit et se complique des diverses luttes internes qui correspondent aux différents degrés de dualités existants au sein de la société syrienne. Une grande partie des populations du Proche-Orient a ten-

dance à s'identifier avec la ville ou la région dont elle est originaire. C'est le cas plus particulièrement pour les Syriens où l'on perçoit une très nette différence socio-politique entre les centres urbains et les milieux ruraux. L'opposition ville-campagne, les intérêts régionaux spécifiques, les rapports de force tribale et clanique caractérisent la communauté syrienne avant le mandat français et se perpétuent très fortement à l'intérieur du Parti Baas, malgré la volonté de ses fondateurs qui usaient du langage de la modernité.

Le découpage en solidarités subnationales de la société syrienne interfère avec la volonté profonde pour de nombreux syriens de manifester leur arabité, valeur qui transcende les frontières territoriales de la République pour créer de nouveaux types d'unités. C'est à travers le succès tout d'abord très limité du Baas dans les années quarante, puis son émergence dans les années cinquante-soixante que transparait la manière dont certains groupes ont su jouer habilement des solidarités ethniques, religieuses et régionales pour parvenir à dominer la scène politique, tout en n'étant jamais à l'abri de réveils et de destabilisations internes.

Le Baas syrien ou « Parti socialiste de la résurgence arabe » (Hizb al Ba'th al arabi al-ishtiraki) est le résultat d'une fusion opérée en 1953 entre le « Parti du renouveau arabe » dirigé par Michel Aflak et Salahedine Bitar et le « Parti socialiste arabe » guidé par Akram Hourani. Son contexte de naissance reste lié à l'émergence de fortes activités nationalistes des années trente-quarante, en réaction contre l'occupation française et anglaise de la région et son découpage artificiel en territoires administrés syrien, libanais, palestinien et iraquien. Les premiers combats nationalistes pour se libérer de l'emprise française ont été conduits par les grandes familles de Syrie dont le rayonnement politique repose sur l'appartenance tribale et leur influence dans les localités. Les Jabiris, les Kikhias et les Qudsis — notables d'Alep — les Azms, les Barazis et les Kaylanis d'Hama, les Atasis de Homs et les Asalis, les Haffars, les Mordams et les Quwatlis de Damas se montrèrent cependant incapables de surmonter leurs rivalités et de s'associer¹.

1. Hudson (Michaël), *Arab Politics : the search for legitimacy*, New Haven and London, 1977.

C'est dans ce climat que naît à Damas le mouvement politique d'Aflak et de Bitar, à partir de cercles intellectuels ramifiés dans le pays et en dehors de la Syrie. Ces deux personnalités politiques sont issues de la classe moyenne et enseignent à l'école secondaire d'Al-Tajhiz d'où proviennent leurs premières recrues. Durant leurs études en France, ils ont été perméables aux idées marxistes et internationalistes. Le groupe attire de jeunes intellectuels issus de familles modestes et de classe moyenne, aussi bien que des universitaires venus du milieu rural et qui se sont installés à la ville pour y poursuivre leurs études. Il se développe au moment même où la jeune génération est déçue par le traditionnel « Bloc national » — la bourgeoisie nationaliste ayant été incapable d'obtenir l'indépendance ou d'empêcher la cession par la France d'Alexandrette à la Turquie — et désœuvrée face au démantèlement de la « Ligue d'action nationaliste » (Usbat al-àmal al-quami) qui avait exercé sur eux un attrait certain. En réaction contre le monopole exercé par les sunnites au sein du mouvement nationaliste traditionnel, le groupe d'Aflak et de Bitar s'ouvre aux minorités religieuses de langue arabe qui étaient tolérées plutôt qu'acceptées par les sunnites et jugées par ces derniers comme des arabes « imparfaits »². Le Baas leur offre la possibilité d'aspirer à la formation d'une société unique et séculière³.

La réalité socio-économique oblige le Parti Baas à se soucier dans l'ordre de ses priorités, de la diversité des intérêts ethniques, religieux, linguistiques, tribaux et familiaux plutôt que des impératifs idéologiques. Comme les autres partis politiques, il doit tenir compte avant tout, dans sa capacité de mobilisation, du degré de solidarité locale et du nationalisme régional très marqué dans la société syrienne. Fruit d'un long héritage forgé au cours des siècles, ce découpage complexe se maintient jusqu'à nos jours et se reflète au sein des partis politiques, ce qui explique sans doute qu'ils parviennent à étendre leurs branches dans certaines régions spécifiques alors qu'ils n'atteignent que peu d'éléments dans d'autres localités.

2. Van Dam (Nikolaos), *The struggle for power in Syria*, Londres, 1979.

3. Voir chapitre de ce présent ouvrage consacré à l'idéologie baassiste.

La société syrienne se divise en un certain nombre de groupes dont chacun s'exprime à travers une solidarité et un héritage commun. La conscience d'appartenir à la nationalité syrienne est peu développée en conséquence de l'attachement beaucoup plus fort des syriens pour leur région de naissance ou d'habitation, leur communauté ethnique et religieuse. Les rapports officiels n'établissent aucune liste en fonction de groupes d'Arabes, de Kurdes ou d'Arméniens qui peuplent le pays mais selon les listes ethno-religieuses, les divers groupes de musulmans — sunnites, chiïtes de la secte alaouite et ismailis — les druzes, les arméniens orthodoxes, les arméniens catholiques et les juifs. Les candidats aux fonctions politiques sont également enregistrés comme membres des communautés religieuses. Ces communautés forment pratiquement des entités ethniques par elles-mêmes et parviennent souvent à développer leur modèle culturel propre.

Les divergences se sont accentuées au cours du temps, renforcées en certains endroits par les contraintes du cadre physique. Les musulmans sunnites forment la majorité avec 68,7 % de la population dont 57,4 % de langue arabe. Forte communauté ethnique et religieuse, la secte sunnite a exercé le pouvoir central et dominé durant des siècles les minorités religieuses alaouites, 11,5 % de la population, druze 3 %, ismailis 1,5 % et catholique grecque orthodoxe 4,7 %⁴. Au XIXe siècle cependant, les puissances européennes ont su jouer de ces rivalités et de manière à enrayer la montée du nationalisme arabe dans l'Empire ottoman, elles ont encouragé les solidarités claniques. Les Britanniques accordent leur protection aux druzes et aux juifs, les Russes s'affairent à protéger les chrétiens orthodoxes. Les minorités religieuses sont en conséquence méprisées par les sunnites qui les accusent d'être devenues des traîtres potentiels, des agents de la politique européenne capables de mettre en danger l'Empire ottoman et la communauté islamique⁵. Sous le mandat français, ces nationalismes régionaux sont intentionnellement renforcés. La province de Lattaquié, peuplée essentiellement d'alaouites et la région de Souwaïda, à majorité druze, conservent toutes deux une autonomie réelle et restent indépen-

4. Van Dam, op. cit.

5. Hourani (Albert), *Minorities in the Arab world*, Londres, 1947.

dantes de la République syrienne. Les Français lèvent une armée spéciale chargée de réprimer les révoltes locales; les «Troupes du Levant» recrutent des militaires parmi ces minorités.

Les groupes ethniques et religieux se rejoignent souvent dans des sphères géographiques spécifiques et correspondent à certains types de position sociale. Les sunnites par exemple sont à 40 % des citadins qui habitent pour plus des trois quart d'entre eux les cinq plus grandes villes du pays. Les alaouites connus sous le nom de «Nosaïri» sont par contraste de condition pauvre et rurale. Ils forment plus de 80 % de la population rurale de la province de Lattaquié, dans le Djebel Nosaïri. Les juifs et les arméniens sont des citadins pour la plupart et exercent des professions commerciales, la communauté juive est en particulier concentrée dans la province d'Alep, alors que les druzes vivent à 90 % dans les montagnes du Djebel Druze, où ils habitent cent vingt villages composés exclusivement de membres de leur communauté.

Les notables sunnites, qui par tradition exercent le pouvoir, se regroupent dans les régions d'accès aisé, comme les plaines côtières et les vallées, alors que les minorités religieuses se sont répandues dans les lieux moins accessibles, de façon à pouvoir échapper autant que possible à l'autorité centrale. Les alaouites habitent la région de Lattaquié au nord du pays, surtout dans les montagnes, et les druzes occupent le Djebel Druze situé au sud. Les ismailis se concentrent à 80 % dans leur province centrale d'Hama, leur ascension économique et sociale s'est opérée plus rapidement car ils ont migré vers les villes.

En règle générale, les communautés de religion minoritaire exercent des activités rurales et habitent dans les zones pauvres de la campagne, alors que les villes les plus riches et les plus importantes sont détenues par les sunnites. Depuis les premiers temps, les cités ont exercé une domination sociale et économique sur la population rurale, obligée de céder la plupart de ses revenus aux propriétaires fonciers et aux marchands des villes. C'est ainsi que la communauté alaouite entretient une certaine méfiance à l'égard des sunnites qu'elle a considérés longtemps comme ses oppresseurs. Le fait actuel que la Syrie soit définie comme pays en voie de développement

accentue sans aucun doute ce phénomène et entraîne des contrastes géographiques et sociaux, à l'image de l'inégale répartition des richesses et du pouvoir. Avant l'arrivée du Baas au gouvernement, la population se concentre pour 40 % dans les deux provinces de Damas et Alep, qui consomment à elles seules 81 % de l'électricité, bénéficient de 60 % des infrastructures scolaires du secondaire et de 62 % du système hospitalier du pays. Ces inégales répartitions régionales des énergies humaines et socio-économiques rejoignent la sphère politique, puisque depuis l'indépendance de la Syrie, la classe des propriétaires fonciers et des familles industrielles de Damas et d'Alep assure 66 % des portefeuilles ministériels. Les musulmans sunnites dominent ainsi la vie politique en Syrie jusqu'aux révolutions des années soixante. L'élite politique se compose alors de familles qui possèdent des biens depuis de nombreuses générations, ou qui se sont enrichis par des activités industrielles durant la première guerre mondiale. Les oulémas ont également un pouvoir considérable comme les *muftis* qui interprètent la loi et les *qadis* qui sont des juges islamiques.

La répartition régionale coïncide ainsi souvent avec celle des communautés religieuses et l'opposition entre zone urbaine et rurale prend une dimension clanique.

Les groupements de tribus sont parfois inextricablement liés aux appartenances religieuses mais ce n'est pas toujours le cas. Les alaouites de Lattaquié par exemple se subdivisent en quatre grandes confédérations tribales, mais les Khayyatun, les Haddadun, les Matawirah et les Kalbiyah connaissent souvent des dissensions internes, tribales et familiales. Les grandes familles continuent à dominer les autres au sein d'une même tribu et il est peu fréquent de rencontrer des foyers alaouites pauvres, comme celui dont est originaire l'actuel président de la République arabe syrienne, Hafez el Assad, qui ont acquis une position influente au sein de leur tribu et de leur région, après être parvenu à exercer une fonction importante au niveau national dans le cadre de l'Armée ou d'une autre instance dirigeante.

Les membres du Parti Baas ont réalisé combien les solidarités communautaires et religieuses peuvent jouer en matière politique un rôle catalyseur pour déclencher une lutte de classe

au moment où les oppositions claniques peuvent coïncider avec les différences socio-économiques. Aussi le mouvement se développe-t-il dans quelques régions précises sans programme général d'actions, au gré de l'initiative personnelle de ses militants. Le Djebel Druze devient par exemple l'un de ses principaux bastions ; il recrute essentiellement parmi les minorités religieuses de langue arabe et s'implante en conséquence en milieu rural, alors que les principales villes sunnites attirent très peu de membres. Damas, la capitale qui est pourtant le lieu de naissance et le point de ralliement de toutes les branches pour la tenue des congrès baassistes, concentre les activités de militants non-damascènes⁶. Le faible attrait qu'exerce au début le Baas s'exprime sur un fond d'antagonisme entre villes et campagnes, d'oppositions entre les communautés sunnites et les sectes minoritaires, alaouites, grecques orthodoxes et ismaélites. Ces découpages ethno-religieux se compliquent de subdivisions sociales ou de regroupements par solidarités familiales, tribales et locales.

Le «loyalisme politique et idéologique (de la jeune génération) reflète la situation politique locale en particulier dans les cités agricoles. En conséquence, les partis nationalistes ont dû s'adapter au régionalisme syrien, devenant décentralisés (...); les partis nationalistes continuent à représenter les intérêts inter et intra-régionaux»⁷.

Inversement, le Parti Baas offre aux classes moyennes et aux catégories à faible revenu la possibilité de s'exprimer sur la base d'une conscience politique plus large que celle offerte par les partis traditionnels ou les autres formations concurrentielles, et il représente une sorte de pont entre le clivage ville-campagne, du fait que les enseignants de milieu urbain ont recruté les premiers adhérents baassistes parmi les étudiants d'origine rurale et, par leur intermédiaire, ont atteint dans les villages un corps électoral potentiel. Bien que les minorités religieuses soient sur-représentées dans les différentes branches du Parti, le Baas a aussi attiré des militants appartenant à la majorité sunnite. Dans les années soixante cependant, la coalition se désintègre. Les dirigeants sont plutôt

6. Van Dam, *The struggle for power in Syria*; Londres, 1979.

7. Van Dusen, *Political Integration and Regionalism in Syria*, Middle East Journal, vol. 26 no 2, Printemps 1972, pp. 124 à 127.

guidés par des rivalités personnelles que par le combat politique et se montrent incapables de développer le parti dans le sens d'une mobilisation des masses rurales. L'appareil du Parti se laisse submerger par quantité de luttes entre factions opposées.

En 1944, l'intégration au sein du mouvement du « Parti Baas arabe » (al-Ba'th al-arabi) fondé en 1940 par Zaki el Arzouzi permet non seulement un apport important d'alaouites, mais aussi un renforcement de l'aspect mystique et nationaliste de l'idéologie officielle développée par Michel Aflak.

Le Parti définit une plateforme politique par l'adoption d'une constitution au premier congrès tenu à Damas en 1947. Il défend des principes pan-arabes très radicaux, mêlés à des volontés de réformes sociales modérées, réforme agraire et nationalisation qui ne doivent pas enrayer le cadre de la propriété privée et individuelle. Il prend racine dans les villes provinciales au sein de la classe moyenne, parmi les notabilités locales et les propriétaires fonciers des communautés druze et alaouite.

C'est l'alliance réalisée dans les années 1950 avec le « Parti socialiste arabe » d'Akram Hourani qui permet au Baas d'émerger comme force politique, au moment où trois coups d'état successifs entre 1949 et 1951 affaiblissent le système politique traditionnel appuyé notamment sur le « Bloc national ». Hourani est guidé par des ambitions personnelles, mais en rejoignant le Baas il permet l'apport d'éléments appartenant au corps militaire, de jeunes cadres d'origine rurale, en particulier de la région d'Hama. Le mouvement d'Hourani s'est très fortement implanté en milieu rural au sein de la paysannerie pauvre et de condition moyenne, parmi les propriétaires terriens druzes et alaouites. L'union entre les deux partis dans les années cinquante apporte un élément plus pragmatique à l'idéalisme d'Aflak⁸. Le Baas devient un centre de gravité pour les jeunes attirés par l'idée d'unité arabe à l'intérieur ou hors des frontières syriennes, au fur et à mesure que s'accroît leur rancœur à l'égard de la bourgeoisie nationaliste accusée d'être responsable de la défaite Arabe contre l'entité sioniste en Palestine.

8. Rabinovitch (Itamar), *Syria under the Ba'th 1963-1966, the army-party symbiosis*, Jérusalem, 1972.

C'est en septembre que s'opère la fusion effective du Baas avec le Parti socialiste arabe d'Hourani sous l'appellation de «Parti socialiste de la résurgence arabe». Par la suite, le régime de Chichakli, mis en place lors du coup d'Etat de 1951, est renversé et la campagne électorale organisée à cette occasion par le Baas, se trouve considérablement renforcée par le ralliement d'un nouveau groupe de militaires pro-baassistes appuyé par le colonel Adnan el Malki. Beaucoup mieux organisé et plus efficace que les autres partis, le Baas défend des thèses anti-occidentales, aspire à des réformes sociales, condamne le régime de l'oligarchie sur la terre et dans le secteur industriel. Il parvient à siéger au nouveau Parlement aux côtés des Populistes contre les Nationalistes traditionnels.

Allié au Parti communiste syrien de Khaled Bakdache, il s'affirme bientôt aux premiers rangs de la scène politique et noue d'étroites relations avec l'Union Soviétique et l'Égypte. En 1956 le Parlement syrien adopte le principe d'une union fédérale avec l'Égypte. Ces initiatives renforcent son rayonnement, mais elles conduisent à des querelles intestines au sujet de rapprochement avec les communistes entre la tendance d'Akram Hourani et l'aile gauche de la Résurgence arabe menée par Michel Aflak⁹. Ce dernier n'est pas un fervent défenseur de la coopération égypto-syrienne et propose plutôt de réaliser l'unité arabe en renforçant les liens avec l'Iraq. L'année 1957 est celle où s'engage une lutte ouverte entre les baassistes et les communistes. Ces derniers ont accédé à des postes clés, Afif el Bizri est devenu le chef d'Etat-Major et son frère, commandant d'une armée de résistance populaire forte de cent mille hommes. Par crainte de l'expansion communiste au sein du gouvernement, les baassistes précipitent le rapprochement avec l'Égypte et concourent à la formation de la République Arabe Unie (ou RAU) en fin janvier 1958. C'est virtuellement un suicide politique car le Baas est obligé de se dissoudre comme les autres partis et de se fondre au sein de «l'Union nationale» entièrement dirigée par le président Nasser. Très vite le leader égyptien exerce un contrôle absolu sur toutes les infrastructures du Baas. Il

9. Voir le chapitre consacré à l'idéologie du Baas et celui sur les relations entre le Baas et le Parti communiste syrien.

nomme des baassistes pro-nassériens à des postes-clés en Syrie, comme Abdel Hamid Sarraj qui devient pro-consul à Damas. Il écarte les dirigeants pro-baassistes en les transférant en Egypte ou en les nommant à des postes diplomatiques à l'étranger, dans des lieux éloignés du centre de décision politique. Ce sont les pro-nassériens qui dirigent entièrement la campagne électorale pour le choix de candidats baassistes et qui prennent le contrôle du journal du Parti à Alep, le «*Al-Jamàhir*», les organisations estudiantines, les divers cercles d'expression, et le commandement militaire. Salahedine Bitar et Akram Hourani, obligés de demeurer en poste au Caire, préfèrent démissionner en 1959 devant le constat de leur impuissance politique. Michel Aflak se réfugie à Beyrouth où il essaie de reconstituer le Parti Baas. Le quatrième congrès du Parti qui se tient à l'automne 1960 appelle au redoublement du soutien de tous les Arabes à Michel Aflak, symbole d'une unité arabe sans cesse renouvelée malgré le constat d'échec avec l'Egypte. Il formule des accusations contre la personne de Nasser, contre la domination de l'union par la politique égyptienne et contre l'exploitation économique grandissante de la Syrie par l'Egypte. Des désaccords internes conduisent au départ de deux factions, l'une soutenue par Nasser — celle de Abdallah al-Rimàwi et l'autre composée de l'ancien secrétaire de la branche iraquienne du parti, Fouàd al-Rikābi¹⁰.

Parallèlement s'organise en Egypte un comité secret composé de militaires en poste, des officiers pro-baassistes qui n'ont aucune connexion avec les dirigeants de l'équipe traditionnelle du parti. Salah Jedid, Hafez el Assad, Mohammed Umran et Hamed Ubayd se sont fait remarquer depuis les guerres de Palestine et deviennent très vite des acteurs de premier ordre sur la scène politique, sans appartenir pour l'heure au Baas. Décidés à restaurer le contrôle de la Syrie par l'armée syrienne, ils contribuent sous la dénomination de «Comité Militaire» au coup d'Etat et à la dissolution de la République Arabe Unie en septembre 1961, aux côtés d'autres groupes d'officiers activistes. L'indépendance syrienne

10. Torrey (Gordon), «The Ba'th: ideology and practice» dans le *Middle East Journal*, automne 1969, vol. 23, no 4, pp. 445-470.

est alors proclamée mais la dissolution de la RAU ouvre une période de chaos interne où se font et se défont les alliances politiques. En matière sociale et économique, le nouveau régime déchaîne le mécontentement des ouvriers et des paysans par l'arrêt de réformes agraires et de nationalisations. Les officiers et les intellectuels aspirent à une nouvelle forme d'union avec l'Égypte. Les sunnites de Damas portés au pouvoir en 1961 tentent en vain de renforcer leur emprise sur l'appareil d'État et l'armée. Ils sont expulsés par un nouveau coup d'État le 28 mars 1962 et remplacés par des militaires d'origine druze, anti-damascènes, comme Zahr el Din promu au rang de commandant en chef des armées syriennes. Une purge est opérée au sein de l'armée et les plus hautes fonctions, après de nombreuses destitutions de sunnites, sont réservées à des hommes issus de communautés religieuses minoritaires¹¹.

Ce climat d'instabilité politique est propice à l'ascension du Baas. Le cinquième congrès de mai 1962 scelle la reconstitution officielle du parti, le départ de la faction conduite par Akram Hourani — lequel conserve le contrôle du district d'Hama pour ses intérêts personnels — et donne naissance à une nouvelle tendance, le «Néo-Baas»¹². Salahedine Bitar et Michel Aflak renouvellent leur volonté d'union entre la Syrie et l'Égypte dans un cadre différent de l'expérience fédérale précédente. L'organisation poursuit son œuvre de reconstruction lorsque brusquement, le «Comité Militaire» aidé des nasériens et des officiers indépendants, déclenche un coup d'État le 8 mars 1963 pour renverser le régime qualifié de séparatiste, car il est accusé d'entretenir des différences entre les sectes religieuses.

Ne bénéficiant d'aucune infrastructure politique en dehors du corps armé, le «Comité Militaire» décide de s'infiltrer au sein du Baas, attiré sans doute par la composition rurale et par l'affiliation religieuse minoritaire de la plupart de ses adhérents. Quatorze des membres du Comité Militaire qui avaient participé au coup d'État étaient en effet d'origine alaouite, dont Umran, Jadid et Assad. En échange de leur

11. Be'eri (Eliezer), *Army officers in Arab Politics and society*, New York et Londres, 1970.

12. Voir le chapitre consacré à l'idéologie du Baas.

accession au gouvernement, les membres civils du Baas reconnaissent une certaine autonomie au Comité Militaire à l'intérieur du Parti.

Durant les deux premières années du régime baassiste, sous le gouvernement d'El Hafez, le Parti se divise en deux tendances rivales. L'une, la «vieille garde», soutenue par les dirigeants traditionnels, M. Aflak, S. Bitar et le général El Hafez, accorde la priorité à l'union avec les autres états arabes et prend l'initiative de pourparlers en avril 1963 pour la formation d'une fédération tripartite entre l'Egypte, la Syrie et l'Iraq. Elle conteste la décision des radicaux du Parti visant à imposer un état léniniste et la révolution sociale en Syrie. L'autre aile du Baas, composée d'une nouvelle tendance née à l'intérieur des branches syrienne et iraquienne du Parti, les «régionalistes», est soutenue par les jeunes, les radicaux et les officiers dont Salah Jedid, Mohammed Umran, Hafez el Assad et une partie des militaires syriens. Elle appelle à la consolidation régionale et accorde la priorité au développement du socialisme en Syrie même. L'unité des pays arabes doit faire suite au développement socialiste de chaque région, le Néo-Baas désire forger un parti-Etat de type léniniste qui regrouperait et relierait les branches dispersées du pays et deviendrait le moteur de la révolution par la base. La révolution sociale serait centrée sur le programme de nationalisation et de réforme foncière, de manière à pouvoir mobiliser les masses. Ce modèle de nationalisme révolutionnaire, une fois expérimenté en Syrie serait propagé dans la région pour combattre la présence occidentale et sioniste.

Les dissensions doctrinales se compliquent de rivalités entre sectes ethno-religieuses. La faction du colonel Salah Jedid regroupe des membres alaouites et druzes anti-nassériens, tandis que le colonel alaouite Mohammed Umran et le sunnite Salahedine Bitar prônent plutôt la réconciliation avec le Président Nasser. Les militaires du Parti Baas pèsent d'un poids de plus en plus fort. En réaction, les activistes civils se regroupent et décident de transformer la composition des branches du Parti en facilitant l'entrée de nombreux candidats prêts à avantager certaines personnalités civiles¹³. Bientôt se

13. Van Dam (Nikolaos), *The struggle for power in Syria*, Londres, 1979.

tissent de nouveaux réseaux liés par affinité clanique, régionale ou tribale plutôt que rassemblés autour de motifs idéologiques communs. La lutte s'engage au sein du Baas entre civils et militaires. Plusieurs dirigeants de l'organisation militaire du Parti parviennent à implanter leur propre faction civile, en plaçant leurs candidats au faite de l'appareil civil du Baas. De même, des civils jouent sur les rivalités entre les officiers pour obtenir l'appui de certaines factions militaires à leur profit.

Les trois années du gouvernement baassiste se caractérisent également par un rapport de force entre le Parti et les autres tendances politiques rivales. Son programme de révolution socialiste conduit le Baas à exiger le monopole du pouvoir et à créer un seul parti-état. Aussi s'exerce-t-il à réduire les autres mouvances politiques, qu'elles soient d'anciennes forces rivales comme les partis traditionnels, les libéraux et les musulmans fondamentalistes, ou bien qu'elles représentent des orientations plus proches du Baas comme les nassériens ou les divers gauches. Les baassistes parviennent à monopoliser presque entièrement le pouvoir après le 18 juillet 1963, à l'occasion d'un coup d'Etat manqué conduit par Jassim Alwan et un groupe d'officiers nassériens sunnites. La plupart des hommes qui exercent la répression sont issus des communautés minoritaires, en particulier alaouite.

Le «Comité Militaire» s'intéresse, quant à lui, à prendre le contrôle de l'armée syrienne. Il finit par saisir tous les postes clés. Salah Jedid devient l'un des principaux chefs du quartier général des forces armées et Hafez el Assad prend le commandement de l'armée de l'air. M. Umrān est placé à la tête de la soixante-dixième brigade armée de Damas — la plus puissante — et H. Ubayd dirige la cinquième brigade militaire. L'officier druze Selim Hatoum reçoit le commandement du bataillon des commandos, l'ismaïlis Ahmed Sowaïdani est nommé à la tête du service des renseignements militaires.

Progressivement, les officiers entreprennent de maîtriser l'infrastructure du Parti Baas. Après avoir obtenu sept des quinze sièges alloués à la direction régionale syrienne du parti en février 1964, le «Comité Militaire» peut placer son personnel aux postes clés des branches locales et parvient en alliance avec le Néo-Baas à contrôler l'appareil du Parti.

Le coup d'Etat larvé du 18 juillet 1963 conduit à l'élimina-

- Syrian Opposition Charter, *Voice of Arab Syria* (Baghdad), BBC-SWB-ME, 6988 A/3, 26 mars 1982.
- US New and World Report*, vol. 92, n° 11, 22 mars 1982, pp. 33-34 : « Why Syria blames us for its troubles », par Dennis Mullin; vol. 96, n° 6, 13 février 1984, pp. 30-32 : « Syria's Asad holds high cards in the Mideast », par Douglas Watson.
- Washington Post*, 1983, 16 novembre (A 21 C); 22 décembre (A 1a); 30 décembre (A 20a); 1984, 7 mars (A 20F); 8 mars (A 25d); 12 mars (A 14e).
- The World Today*, vol. 27, n° 8, août 1971, pp. 329-338 : « The end of Syria's isolation? », par Aryeh Yodfat; vol. 34, n° 5, mai 1978, pp. 192-198 : « Syria and the Sadate initiative », de A. I. Dawisha; mars 1979, pp. 91-100 : « The Soviet Union and the Middle East : strategy at the crossroad », de Kareen Dawisha.

- ALLIOT-MARIE M.
AMSON D.
BAGUENARD J., MAISON-
DIEU J. et METAYER L.
BALLEY P.
BARRÈRE C.,
KEBABDJIAN G.
et WEINSTEIN O.
BERGOUNIOUX A.
et divers
BIRNBAUM P. et divers
BLUM S.
BODIGUEL J.-L. et
QUERMONNE J.-L.
BONILAURI B.
BOUTEILLER G. de
BRAILLARD Ph.
BULLIER A.-J.
CARRÉ O. et divers
CARRILLO S.
COHEN S.
DREYFUS F.-G.
DUMONT G.-F.
FAURÉ C.
GINIEWSKI P.
GLEIZAL J.-J.
GUILLAUME A.
HAROUËL J.-L.
HAWRYLYSHYN B.
HERMET G.
HUET S. et LANGENIEUX-
VILLARD Ph.
KAMINSKY C. et KRUK S.
KOLM S.-C.
—
—
KROP P.
LACHARRIÈRE R. de
LEDOUX P.
LEFRANC G.
LOCHAK D.
MARCOU L.
PETITFILS J.-C.
PORTELLI H.
RENARD J.
ROUCAUTE Y.
—
ROUVIER C.
SCHAPIRO L. et
GODSON J.
SERFATY S.
SOFFER O.
TARTAKOWSKY D.
VIAUD F.
VIÉ J.-E.
- La décision politique**
La cohabitation politique en France : la règle de deux
Les hommes politiques n'ont pas d'enfant
La Bourse : mythes et réalités
Lire la crise (2^e éd.)
La parole syndicale
Les élites socialistes au pouvoir, 1981-1985
La télévision ordinaire du pouvoir
La haute fonction publique en France sous la V^e République
La désinformation scolaire
L'Arabie saoudite
L'imposture du Club de Rome
Géopolitiques de l'Apartheid
L'Islam et l'Etat dans le monde d'aujourd'hui
Le communisme malgré tout. Entretiens avec L. Marcou
Les conseillers du Président. De Ch. de Gaulle à V. Giscard d'Estaing
De Gaulle et le gaullisme
Pour la liberté familiale
La démocratie sans les femmes
De Massada à Beyrouth
Le désordre policier
L'Irlande, une ou deux nations ?
Essai sur l'inégalité
Les itinéraires du futur. Un rapport du Club de Rome
Aux frontières de la démocratie
La communication politique
La Syrie : politiques et stratégies
Le libéralisme moderne. Analyse d'une raison économique
La bonne économie. La Réciprocité générale
Le contrat social libéral. Philosophie et pratique du libéralisme
Les socialistes et l'armée
La V^e, quelle République ?
La France, pays neuf
Visages du mouvement ouvrier français
Etrangers : de quel droit ?
L'URSS vue de gauche
La démocratie giscardienne
Le socialisme français tel qu'il est
L'élan culturel : la France en mouvement
Le PCF et les sommets de l'Etat
Le PCF et l'armée
Les idées politiques de Gustave Le Bon
L'ouvrier soviétique
La politique étrangère des Etats-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles
Les Nations Unies au Moyen-Orient. Procès-verbal d'une faillite
Une histoire du PCF
Mon itinéraire maçonnique
La décentralisation sans illusion